



*De l'analyse des marchés de la Construction Durable  
(performance énergétique et qualité environnementale) au  
diagnostic de la montée en compétence dans les métiers du  
Bâtiment et des ENR à l'horizon 2014*

**Synthèse**

**Avril 2011**

*Projet mené en partenariat avec l'ALLIANCE VILLES EMPLOI, les Maisons de l'Emploi et l'ADEME, leur soutien financier et l'appui méthodologique de l'ALLIANCE VILLES EMPLOI et de l'ADEME*

## I. Un contexte socio-économique spécifique sur le territoire de la MDE de Lens-Liévin-Hénin-Carvin qui influence les marchés, l'emploi et la formation du secteur Bâtiment et des ENR

L'évolution des marchés est fortement influencée par les spécificités socio-économiques des territoires. Attractivité du territoire, typologie des ménages, précarité énergétique, typologie du parc de logements et de locaux, capacité de l'appareil de production Bâtiment à répondre aux mutations importantes, stratégie de développement des ENR... sont autant de variables qui facilitent ou freinent, la prise en compte des nouveaux enjeux en lien avec le Grenelle de l'environnement.

Le territoire de la MDE de Lens-Liévin-Hénin-Carvin représente près de 370 000 habitants répartis sur 50 communes (plus de 66% de la population vit dans de la Communauté d'agglomération de Lens Liévin). Les 45 communes de la Zone d'Emploi INSEE 3122 de Lens Liévin sont sur le territoire de la MDE ; 5 autres communes de la MDE se trouvent sur la Zone d'Emploi 3121 Artois-Ternois : Ablain-Saint Nazaire, Carency, Gouy-Servins, Servins, Villers au Bois.

Depuis le dernier recensement de 1999, la population du territoire a baissé de -1,6% (au contraire du département +0,4% et de la région +0,7%). D'autre part, l'indice de jeunesse de la population est élevé 1,45 contre 1,16 sur la France Métropolitaine. Un nombre de ménages qui devrait continuer à croître d'ici 2020 (renouvellement du parc de logements).

### La capacité de réponse de l'appareil de production secteur Bâtiment : 982 entreprises

Source : INSEE - Sirene - 01/01/09	Tous secteurs	Bâtiment	Part BTP / tous secteurs
MDE Lens-Liévin-Hénin-Carvin	10 719	982	9,2%
ZE 3122 - Lens-Hénin	10 628	970	9,1%
Pas de Calais	51 962	4 921	9,5%
Nord Pas de Calais	155 354	13 511	8,7%
France Métro.	3 519 416	390 130	11,1%

### Le Diagnostic : méthode

**Le champ :** Les marchés, l'emploi et la formation du secteur Bâtiment en lien avec le Grenelle de l'environnement (performance énergétique et qualité environnementale), sur le territoire de la MDE de Lens-Liévin-Hénin-Carvin.

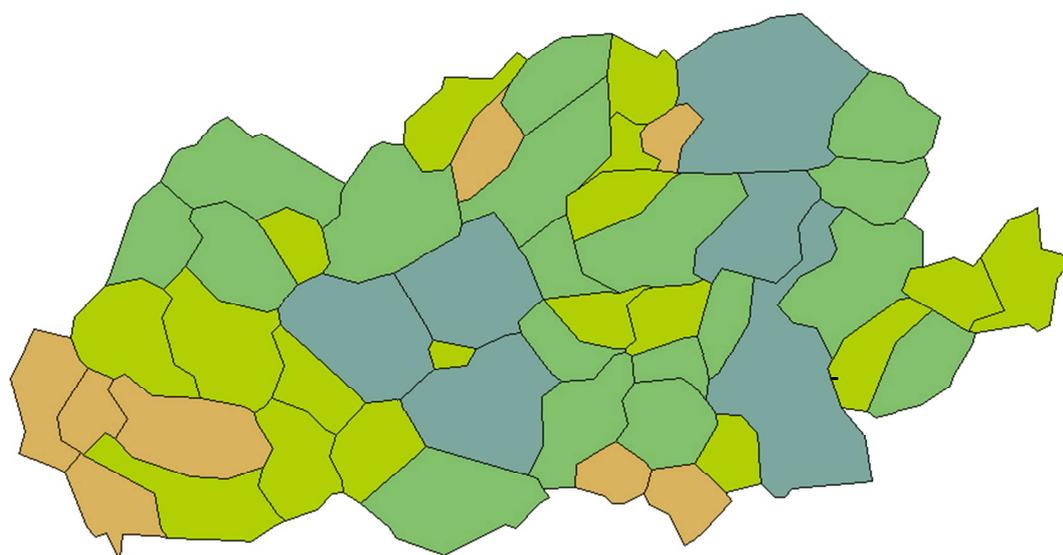
### Un diagnostic en 3 temps ...

- Analyse des données conjoncturelles et structurelles
- Enquête auprès des entreprises : objectif comprendre leurs pratiques actuelles et les perspectives sur les marchés liés à la performance énergétique et à la qualité environnementale
- Analyse prospective et conclusion du diagnostic

Le « livrable » reflète sur près de 150 pages, cette démarche. Il est structuré autour de 5 parties afin de donner aux partenaires locaux, régionaux et nationaux, un outil complet et cohérent pour l'élaboration de leur plan d'action :

- I. Données de cadrage
- II. Les marchés du Bâtiment en lien avec le Grenelle de l'environnement sur le territoire
- III. Performance énergétique et qualité environnementale : un impact sur l'emploi du secteur Bâtiment
- IV. Diagnostic de l'offre actuelle de formation Bâtiment en lien avec le Grenelle de l'environnement sur le territoire
- V. Conclusion : La relation Marché / Emploi

Sur le territoire de la MDE, la situation du bâtiment, la situation est plus favorable que dans le département, la région et la France avec un maintien des effectifs salariés pour 2009. Le secteur du Second Œuvre a augmenté de 3,5%. D'autre part, en 2009, on a recensé 317 créations d'entreprises, celles-ci représentent 28,4% de celles du Pas de Calais.



### Répartition des entreprises\* du Bâtiment sur le territoire défini par la MDE

Source: INSEE SIRENE 01/01/2009

5 activités concentrent 54,9% des 982 entreprises du Bâtiment recensés, les travaux d'installation électrique, les travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment, les travaux de menuiserie bois et PVC, la Construction de maisons individuelles et les travaux de peinture et vitrerie.

### Un parc de logements très typé

Le potentiel de rénovation énergétique des logements est fortement conditionné par les caractéristiques du parc : près de 69% des logements ont plus de 35 ans. On y dénombre plus de 151 200 logements, dont 95% de résidences principales. 82% des logements sont traditionnellement des maisons (bien plus que sur la région 72%). 45% des occupants sont propriétaires de leurs logements (moins qu'en région 56%). Avec 1 429 logements construits en 2009 (1 424 par an entre 2000 et 2009), on « renouvelle » 0,97% de logement par an, soit plus qu'en région (0,81%). La croissance future du parc de logements, sans même regarder leur état, ne peut donc pas s'appuyer sur la reconquête de logements vacants ou de résidences secondaires.

D'autre part, 26% des logements locatifs privés anciens (92% d'avant 1975) et très individuel (89%) : il est de fait largement porté par le parc minier avec plus de 37% du parc locatif du territoire.

## Un contexte de précarité énergétique complexe

Près de 60% des foyers ne sont pas imposés, c'est 10 points de plus par rapport à la France métropolitaine. A cela s'ajoute un parc de logements anciens important, l'ensemble de ces éléments crée des conditions de vulnérabilité face à la précarité énergétique importante pour une partie des ménages vivant sur le territoire.

**Le Plan Climat :** Un Plan Climat Energie Territorial (PCET) au même titre qu'un Agenda 21, est un projet territorial de développement durable. Sa finalité première est la lutte contre le changement climatique. 7 premiers territoires ont signé le 27/10/10 un Accord Cadre de Partenariat « COT Climat » sur 3 ans (2010-2012) avec l'Etat, l'ADEME et le Conseil régional. Parmi les 7, on retrouve la Communauté d'Agglomération Hénin Carvin (avec son Plan Local de prévention des déchets).

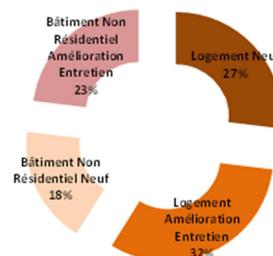
Un programme ambitieux qui se traduit par des engagements chiffrés d'ici à 2020 :

- Les collectivités sont invitées à réduire de 20% leurs émissions de CO<sub>2</sub>, améliorer l'efficacité énergétique de 20%, enfin privilégier la filière des énergies renouvelables +20%.

## II. Les marchés du Bâtiment impactés par les objectifs de performance énergétique et par la qualité environnementale (PEQE)

Le Chiffre d'Affaires des entreprises du Bâtiment sur le territoire MDE de Lens-Liévin-Hénin-Carvin (soit 553 Millions d'Euros en 2009) est consacré pour 249 Millions d'Euros à la construction neuve (dont 16% à la PEQE) et pour 304 Millions d'Euros à l'entretien amélioration (dont 22% à la rénovation énergétique).

Répartition du CA des entreprises de Bâtiment 2009 sur la MDE  
Lens-Liévin-Hénin-Carvin  
Estimation : CER



Source : Sitadel2

	Construction neuve - Logement		
	Logements commencés en 2010	Evolution entre 2009-2010	Evolution entre 2005-2010
<b>MDE Lens-Liévin-Hénin-Carvin</b>	1 323	-9,4%	-7,5%
<b>Pas de Calais</b>	5 458	-10,2%	-26,6%
<b>Nord Pas de Calais</b>	15 159	+7,0%	-23,9%
<b>France Métro.</b>	345 966	+3,4%	-22,1%

La diminution des mises en chantier de logements sur le territoire de la MDE (-9,4%) est similaire à celle du département. 64% des logements commencés sont individuels. Depuis 2 ans, il n'y a quasiment pas eu de construction neuve de résidence.

Légère baisse des mises en chantier de locaux en 2010 (-12,8%). Les entrepôts concentrent près des ¾ des surfaces de locaux mis en chantier contre ¼ en région.

Source : Sitadel2

	Construction neuve - Locaux		
	Surface (en m2) commencés en 2010	Evolution entre 2009-2010	Evolution entre 2005-2010
<b>MDE Lens-Liévin-Hénin-Carvin</b>	126 144	-12,8%	-47,6%
<b>Pas de Calais</b>	465 087	-28,3%	-47,9%
<b>Nord Pas de Calais</b>	1 178 855	-23,6%	-45,9%
<b>France Métro.</b>	22 326 876	-19,6%	-40,2%

En 2009, le Chiffre d'Affaires du Bâtiment était de 553 Millions d'Euros. Les travaux de Performance Energétique et Qualité Environnementale (PEQE) représentaient 19% de ce Chiffre d'Affaires. Un marché du PEQE qui tarde à se lancer (42% des entreprises interrogées se disent pas assez informées de la réglementation), notamment hors logement, et à apparaître comme une opportunité pour les entreprises (54%).

Un marché BBC qui s'organise, on assiste à une timide progression des demandes de labellisation. On dénombre 3 logements, tous individuels, labellisés BBC dans le département en 2010.

Malgré la prise de conscience de l'augmentation de la demande d'offre globale, près de 7 entrepreneurs sur 10 du territoire ne s'inscrivent pas ou n'ont pas pour projet de s'inscrire dans cette démarche. L'offre globale est définie ainsi : « une offre globale apporte une solution couplant plusieurs technologies (parois, ventilation, chauffage...) pour une amélioration énergétique performante du bâtiment. »

### III. Performance énergétique et qualité environnementale : un impact sur l'emploi du secteur Bâtiment sur le territoire

Quelles sont les caractéristiques spécifiques de l'emploi sur le territoire ?

Source UCF 15/03/08	Age moyen des salariés des entreprises du Bât
MDE LLHC	37,7
Pas de Calais	37,2
NPdC	37,6
France	37,6

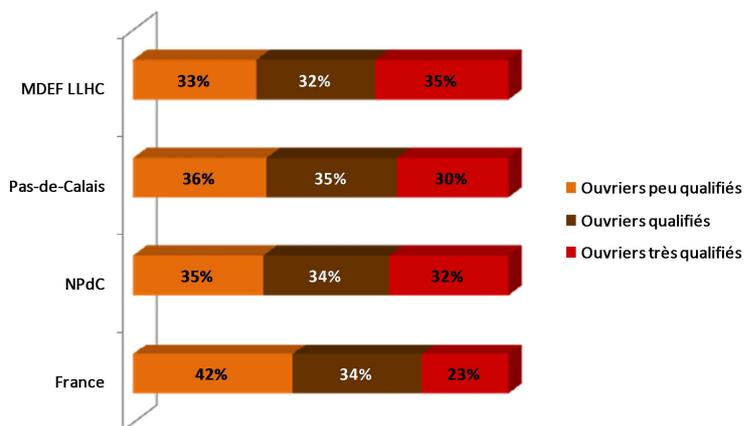
L'âge des salariés (y compris les apprentis) est de 37,7 ans, similaire à la moyenne du département et de la région.

Seuls 5% des salariés des entreprises de Bâtiment sont des cadres, avec un âge moyen de 46,1 ans, et un taux de 23% de 55 ans et plus. Il va falloir préparer leur départ et mettre l'accent sur l'adaptation aux nouvelles compétences liées à la performance énergétique et aux ENR.

Avec un taux de 32% d'ouvriers qualifiés et de 35% d'ouvriers très qualifiés le territoire de la MDE est supérieur à la moyenne nationale (57%).

Répartition des ouvriers du Bâtiment (y compris apprentis) selon leur qualification \*

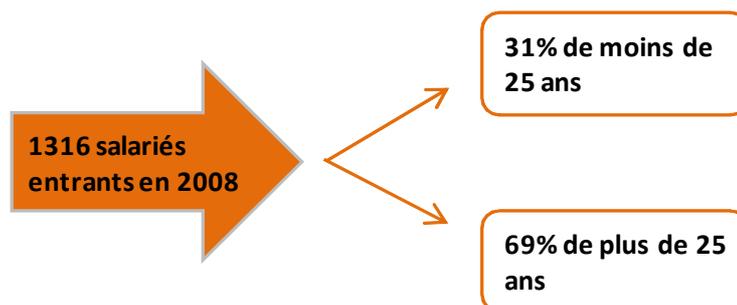
Source : UCF au 15 mars 2008 y compris apprentis



Avec 1 316 salariés entrants et 808 sortants, le taux de rotation (19%) est comparable à celui de la région

	Mouvement des salariés dans les entreprises de Bâtiment (y compris apprentis)					Taux de rotation * ...	
	Nombre de salariés	Nombre d'entrants	Taux d'entrants	Nombre de sorties	Taux de sorties	...ensemble des salariés	...des moins de 25 ans
						19%	34%
MDEF LLHC	5 587	1 316	24%	808	14%	19%	34%
Pas-de-Calais	22 117	4 772	22%	3 176	14%	18%	31%
NPdC	62 500	14 007	22%	9 180	15%	19%	33%
France	1 085 522	274 987	25%	161 825	15%	20%	33%

Source : UCF au 15 mars 2008 y compris apprentis



**La demande d'emploi :** Au 31 août 2010, on compte 2 708 Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois (DEFM) issus du secteur de la construction sur le territoire de la MDE, soit 31% de ceux du département. La croissance du nombre de demandeurs d'emploi est très marquée depuis juin 2008, plus forte aussi que pour l'ensemble de l'activité. Cette croissance semble cependant marquer légèrement le pas puisque la hausse entre août 2009 et août 2010 est que de 8,0%.

Toujours à la même date, on recense 4 154 demandeurs d'emploi recherchant un métier dans le BTP (soit 32% des mêmes sur le département). Un profil en moyenne plutôt jeune avec 30% de moins de 25 ans, 77% sont qualifiés (déclaratifs au moment de l'inscription). La part des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an auprès des services de Pôle Emploi est de 42% (supérieure à la France (32%) et la région (39%).

La préparation du gros œuvre et des travaux publics (20%), la peinture bâtiment (15%), l'électricité bâtiment (13%) et la maçonnerie (12%) concentrent 60% des DEFM recherchant un métier BTP.

On observe que l'intérim connaît de plus fortes variations saisonnières dans le département et dans la région que dans l'ensemble de la France. Les projets de recrutement sont plus difficiles sur le territoire de la MDE notamment car les emplois demandés sont qualifiés.

**La maîtrise des compétences :** Parmi les entreprises qui souhaitent développer leur activité sur des domaines techniques, 59% déclarent en maîtriser les compétences requises. Au sujet des compétences réglementaires, 51% des entreprises, avec salariés, maîtrisent les compétences réglementaires sur lesquelles elles souhaitent se développer.

**L'emploi lié aux marchés de la Performance Energétique et de la Qualité Environnementale (PEQE) :** En 2009, 5 904 actifs Bâtiments sont regroupés sur le territoire de la MDE de Lens-Liévin-Hénin-Carvin. Parmi ces actifs, les marchés de la Performance Energétique et de la Qualité Environnementale représentent 1 133 équivalents temps pleins (à la fois emplois

salariés et les artisans seuls), dont 708 sur la rénovation énergétique (dans l'entretien Amélioration) et 425 sur la construction à performance énergétique et à qualité environnementale (dans la construction neuve).

**Des signes de montée en compétences des entreprises de Bâtiment...** Les signes de montée en compétence se renforcent au fil des ans traduisant ainsi une volonté commune des pouvoirs publics et des branches professionnelles pour développer ces nouvelles compétences. Parmi les labels et certifications des professionnels du Bâtiment qui existent, on relève sur le territoire de la MDE, 10 entreprises Quali'PV (pour électricité solaire) ; 10 entreprises Quali'Sol (pour eau chaude solaire et chauffage solaire) et 3 entreprises Qualit'PAC (chauffage aérothermie et géothermie). Pour obtenir ces appellations, l'entreprise doit avoir installé précédemment l'un des équipements concernés, réaliser une formation agréé par Qualit'ENR, effectuer une VAE (Validation des Acquis d'Expérience) ou une formation d'au moins 350h dans les métiers considérés et réussir un questionnaire de validation organisé par Qualit'ENR.

#### **IV. Diagnostic de l'offre actuelle de formation Bâtiment en lien avec le Grenelle de l'environnement sur le territoire**

##### **La formation initiale :**

En 2008-2009, on a recensé 1 543 jeunes en formation initiale Bâtiment sur le territoire de la MDE, soit 24,3% du département. Tant sur le territoire de la MDE que sur la Zone d'Emploi, 11 groupes de spécialités contre 19 au plan régional bénéficient de formations ; on a formé majoritairement des électriciens (436, 28,3%), des menuisiers (214, 13,9%), ainsi qu'une formation en « études » (181, 11,7%). Le territoire bénéficie d'une dizaine de structures de formation, sur les 36 recensés dans le Pas de Calais, proposant ainsi l'ensemble des niveaux de formations. Le territoire de la MDE est un territoire de formation par voie scolaire avec un pourcentage de 91,2% en 2008-2009 soit 74% du Pas de Calais. Le territoire de la MDE accueille 10,4% des jeunes du Nord Pas de Calais en formation initiale, alors qu'il n'accueille que 9,2% de la population total régionale. Contrairement aux 4 autres territoires de MDE analysés, le niveau III (BTS) complète l'offre de formation initiale. Les effectifs sur ce niveau représentent 11% des formés du territoire.

La part des apprentis proche de 9% (136) tant sur le territoire de la MDE que sur celui de la zone d'emploi s'inscrit nettement en deçà de celle observée sur le Pas de Calais (26%), sur la région (28%) et plus encore sur la France (48%). De façon générale, le Nord – Pas de Calais se classe en dernière position des régions françaises au regard de la part de l'apprentissage. Cette sous-représentation doit toutefois s'atténuer avec l'arrivée de l'antenne BTP CFA.

##### **La formation continue pour les entreprises de moins de 10 salariés :**

En 2009, sur le territoire de la MDE, les entreprises de moins de 10 salariés ont envoyé 112 stagiaires en formation (soit 5,5% du contingent régional). Ce sont les ouvriers d'exécution avec 30 stagiaires (soit 27%) qui sont le plus formés, mais également les ETAM avec 21 stagiaires (soit 19%) ; les formations portant sur l'échafaudage (avec 23,7%) ont été les plus représentées. On recense 3 formations en lien avec les Energies Renouvelables sur le territoire. (soit les systèmes photovoltaïques, les pompes à chaleur et une formation environnement). On comptabilise 13 contrats de professionnalisation en 2009, dont la moitié a préparé un titre professionnel.

**La formation continue pour les entreprises de plus de 10 salariés :** (les données sont régionales)

11 757 stagiaires ont suivi une formation en 2009 sur le Nord Pas de Calais, c'est 5,4% de plus que la moyenne des 4 dernières années. 65% des formés sont des ouvriers, issus à 24% des entreprises de plus de 500 salariés.

Les contrats de professionnalisation (420 en 2009) connaissent un deuxième exercice de baisse. Ils restent majoritairement dédiés aux jeunes (355, soit 85%). Ils concernent à 31,7% le Gros Œuvre.

### **Le dispositif FEEBAT :**

Il est insuffisamment mobilisé sur le territoire de même que dans le Nord-Pas de Calais (2,35% des formés France entière pour une population représentant 6,5% du total national). Une phase de reprise de la demande semble s'amorcer en fin d'exercice 2010.

## **V. Conclusion : La relation Marché / Emploi / Formation: Prévision à l'horizon 2014 sur le territoire**

### **Les marchés du Bâtiment à l'horizon 2014**

*Les prévisions à horizon 2014 reposent sur :*

- Une évolution de l'activité Bâtiment très modérée sur le territoire de la MDE de Lens-Liévin-Hénin-Carvin, notamment en termes de construction neuve ;
- Un potentiel de travaux de rénovation énergétique important sur le territoire de Lens-Liévin-Hénin-Carvin ;
- et enfin, une progression de la part de la performance énergétique et de la qualité environnementale dans le chiffre d'affaires Bâtiment sur le territoire (près de 49% du chiffre d'affaires du Bâtiment).

Sur le marché des travaux liés à la rénovation énergétique du parc de logements existants, l'isolation des parois opaques tant intérieures qu'extérieures apparaît comme un marché dominant au même titre que le remplacement des menuiseries extérieures.

En ce qui concerne les équipements ENR, les pompes à chaleur restent le principal marché en 2014, devant le bois. Quant aux marchés du photovoltaïque et du solaire thermique (part très faible en 1999), ils connaîtront des progressions.

### **Les volontés de développement des marchés : vue d'ensemble**

La quasi-totalité des entreprises de Bâtiment du territoire souhaitent développer leur activité sur au moins une filière liée à la performance énergétique et qualité environnementale : 94% des entreprises avec salarié(s).

Les plus fortes volontés de développement technique des entreprises se portent sur la rupture des ponts thermiques, l'isolation par l'extérieur, l'étanchéité à l'air.

La réglementation thermique est celle sur laquelle les volontés de développement sont les plus fortes (71%), loin devant la réglementation incendie (58%) et celle sur l'accessibilité (53%).

Sur des domaines plus transversaux, ce sont la gestion, tri et recyclage des déchets de chantier, les dispositifs d'aide aux travaux (crédit d'impôt, éco-PTZ, éco-subsidations, ...), la coordination de chantier, l'informatique & utilisation d'internet qui devraient se développer à horizon 2014.

### **Le développement des marchés, quelle que soit l'activité de l'entreprise**

Les entreprises de Gros œuvre ont de fortes volontés de développement sur les marchés de mise en œuvre de matériaux du gros œuvre de type brique mono mur, béton cellulaire, ... et sur ceux de l'isolation par l'extérieur.

Les entreprises d'électricité, de plomberie et de chauffage s'accordent quant à elles sur un développement reposant sur la ventilation, les panneaux photovoltaïques

Les entreprises de bois souhaitent s'engager davantage sur les marchés de l'ossature bois, poteaux poutres, et sur ceux des vitrages à isolation renforcée.

En ce qui concerne les entreprises d'aménagement finition – Métal, le développement se porte sur la rupture de ponts thermiques ou la mise en œuvre de peintures, de colles, solvants à la chaux, caséine, puis sur les vitrages à isolation renforcée.

### **L'impact sur les besoins en emploi à l'horizon 2014**

Un nombre quasi stable d'emplois de la production Bâtiment entre 2009 et 2014 (-0,3%) mais un nombre d'emplois, en Equivalent Temps Plein, mobilisés dans le domaine de la performance énergétique et qualité environnementale multiplié par 2,6. On passe de 1 133 emplois de la production concernés en 2009 à 2 914 emplois concernés par des travaux de performance énergétique et qualité environnementale, soit 49% de l'ensemble des emplois de la production Bâtiment.

Les maçons restent les plus représentés sur ces marchés en 2014. Suivent les électriciens, les peintres soliers et les plombiers chauffagistes.

En ce qui concerne la rénovation énergétique des logements, c'est près de 700 emplois qui seront concernés en 2014 par la performance énergétique et qualité environnementale.

### **Les besoins en formation liés à la performance énergétique et à la qualité environnementale à horizon 2014**

Les besoins en formation liés à la performance énergétique et à la qualité environnementale ne peuvent pas être identifiés indépendamment de l'évolution probable des marchés et des compétences d'ores et déjà maîtrisées. Les enjeux de formation se trouvent donc au croisement des volontés de développement des entreprises et de leur besoin de formation sur ces filières.

*Une volonté forte de développement des compétences sur 3 filières techniques*

Ces 3 filières sont l'isolation par l'extérieur, la rupture des ponts thermiques et l'étanchéité à l'air. Les entreprises de Bâtiment du territoire souhaitent également se développer sur l'isolation intérieure, la ventilation, la technique de pose d' huisseries, les panneaux bois - bardage bois et les vitrages à isolation renforcée.

La réglementation thermique :

Une forte volonté de développement des entreprises de Bâtiment et des compétences qui restent à acquérir

71% des entreprises souhaitent se développer sur la base de la réglementation thermique.

Une volonté forte de développement des compétences sur 4 filières transversales

59% des entreprises de bâtiment souhaitent davantage développer leur activité avec l'appui de la gestion, du tri et du recyclage des déchets de chantier. La montée en compétences reste à faire si elles veulent atteindre leurs objectifs : en effet, 35% estiment qu'elles doivent acquérir des compétences dans ce domaine.

Les trois autres filières sont les dispositifs d'aide aux travaux, les outils d'évaluation des travaux d'économie d'énergie ainsi que l'approche globale des travaux de rénovation. La volonté des entreprises de développer leur activité avec ces compétences est forte mais la part d'entreprises qui doit acquérir ces compétences est moins élevée que pour la gestion des déchets de chantier.

**CER Cellule Economique Régionale pour la  
Construction et l'Aménagement Nord – Pas de Calais**

44 rue de Tournai

BP 259

59019 Lille cedex

Tél : 06 72 24 10 11

Courriel : [Dre-nord-pdc.cer5962@i-carre.net](mailto:Dre-nord-pdc.cer5962@i-carre.net)

[Cer5962@orange.fr](mailto:Cer5962@orange.fr)